

DES MOYENS POUR LA SANTÉ ET LE SOCIAL !



L'une des conditions majeures à la qualité de la bonne prise en charge de l'usager est la situation du professionnel qui l'accueille.

Valoriser les activités du social et de la santé nécessite de changer le regard porté sur ce secteur en le reconnaissant comme un véritable investissement collectif, **producteur de richesses**.

L'insuffisance des moyens investis dans leurs actions conduit les professionnels de la santé et du social à alerter les pouvoirs publics sur les risques de dégradation de la qualité des services et l'incapacité à répondre aux besoins :

- Baisse de l'ONDAM et des tarifications
- Plafonnement des augmentations de masse salariale
- Augmentation de l'emploi précaire
- Diplômes d'État du travail social non reconnus à leur véritable niveau
- Renoncement aux politiques de prévention médico-sociales et judiciaires
- Augmentation massive des bénéficiaires APA, PCH-AAH, RSA, enfance-famille
- Budgets contraints des collectivités locales...

Dans un contexte où les moyens diminuent chaque année, quel sens donne-t-on à leurs missions ?

Pourtant la situation économique dégradée nécessite que la prise en charge sociale et sanitaire de la population soit au contraire à la hauteur des besoins.

La cohésion sociale dont le pays a besoin, les enjeux sociaux et environnementaux de demain nécessitent le développement d'une prise en charge sanitaire et sociale de grande qualité. Cette qualité passe par la reconnaissance des professionnels et les moyens que l'on accorde à leurs métiers, leurs compétences, leurs missions, leurs emplois.

Aujourd'hui les moyens sont insuffisants !

Si on appréhende les réformes qui touchent nos secteurs uniquement en termes de coûts, on commet une erreur stratégique parce que les secteurs sanitaire, social et médico-social, comme celui de l'éducation, rayonnent sur le reste du fonctionnement économique.

Nos secteurs doivent être pris en compte comme d'autres dans les politiques d'investissement et considérés comme un élément déterminant de l'augmentation de la croissance économique. La sous-évaluation du coût réel de nos activités conduit, nous le savons, à des conduites inflationnistes, sélectives, discriminantes pour les usagers et finalement à des surcoûts pour notre pays.

**NOUS VOULONS DES MOYENS
POUR LA SANTÉ ET LE SOCIAL !**

